



GENÈVE

Redonner le sourire malgré la précarité

La Croix-Rouge genevoise offre des prestations de dentisterie à prix doux. Cette offre, désormais soutenue par le canton, s'inscrit dans le débat en vue de la votation sur les soins dentaires.

LUNDI 17 NOVEMBRE 2025 MAUDE JAQUET



Le service des soins dentaires de la Croix-Rouge accueille tout adulte à bas revenus, établi-e depuis deux ans au moins dans le canton de Genève. JEAN-MICHEL ETCHEMAÏTE

SANTÉ BUCCO-DENTAIRE ► Renoncer à des soins dentaires pour des questions financières est loin d'être une situation anecdotique. Des milliers de personnes dans le canton seraient concrètement réduites à ce sacrifice. Si des soins annuels de prophylaxie peuvent déjà représenter des montants hors de portée de toutes les bourses, les chiffres articulés pour des

opérations ou des soins conséquents s'envolent littéralement. Des statistiques fédérales [1].

asseient le fait que ce choix est d'autant plus prégnant dans la région lémanique, et que les personnes issues de la migration sont plus susceptibles que les autres de renoncer à des soins dentaires.

C'est forte de ce constat que la Croix-Rouge genevoise a ouvert, en 2020, un service de soins dentaires destiné aux personnes qui n'entraient jusque-là dans aucune case des aides existantes en la matière. Des *working poor* pour beaucoup, des personnes sans statut légal en partie, qui peuvent ainsi envisager des soins dentaires à des prix défiant toute concurrence: 40 francs pour une consultation de dentiste, 20 francs pour un rendez-vous chez l'hygiéniste dentaire. Une offre qui se retrouve, un peu malgré elle, sous le feu des projecteurs, alors que le peuple votera le 30 novembre sur une nouvelle initiative «soins dentaires». Laquelle veut offrir une enveloppe de trois cents francs annuels à tous et toutes les bénéficiaires de subsides d'assurance-maladie dans le canton.

Professionnalisation grâce au canton

Lorsque l'on pousse la porte du service des soins dentaires de la Croix-Rouge, à la route des Acacias, le besoin prend soudain un visage. Bien loin des statistiques, dont on sait la relative volatilité dans un domaine comme la précarité. Ici, on accueille, moyennant une évaluation socio-économique, tout adulte à bas revenus, établi·e depuis deux ans au moins dans le canton et qui ne bénéficie ni de l'aide sociale, ni de prestations complémentaires liées à l'AVS ou à l'AI. Ils et elles sont là, dans une salle d'attente bien remplie considérant que le cabinet peut accueillir, en tout et pour tout, deux personnes simultanément.

«Ici, on a le sentiment d'être davantage dans l'empathie et l'humanité que dans un cabinet classique. On fournit un travail pour des gens qui ne pourraient pas avoir ce genre de prestations ailleurs. Et la plupart en sont très reconnaissants, c'est valorisant pour notre travail», décrivent Stéphanie Greco et Houda Memlouk, deux assistantes dentaires. Les soins prodigués à la Croix-Rouge vont du simple détartrage à la pose de

couronnes, voire d'implants dans des cas nécessaires. «Bien souvent, on constate que les bénéficiaires nous sollicitent avec un état bucco-dentaire plus dégradé que la moyenne», note la responsable du service, Paula Moreno.

«Nous avons dû fermer le service aux nouveaux patients à deux reprises, car le délai d'attente excédait les trois mois» Paula Moreno



L'objectif est double: réaliser les soins dentaires qui s'imposent, moyennant une participation aux frais réduite au minimum. Mais aussi sensibiliser à l'hygiène dentaire sur le long terme, en incitant à consulter régulièrement. En 2024, le service a ainsi pu honorer près de 1 380 rendez-vous sur l'année, qui ont bénéficié à 334 personnes. Une relativement petite année aux dires de la responsable, symptomatique d'un épuisement du concept initial qui reposait essentiellement sur des dentistes bénévoles. Paula Moreno relève: «Certains dentistes nous ont dit qu'ils voulaient bien faire ça provisoirement, mais qu'il y avait une responsabilité collective qui devait être prise, notamment par l'Etat.» Une lassitude qui a eu des effets concrets: «En 2024, nous avons dû fermer le service aux nouveaux patients à deux reprises, car le délai d'attente excédait les trois mois.»

Dont acte. Depuis cette année, le projet dispose d'un financement cantonal sur deux ans qui a permis de professionnaliser un 185% d'activité de dentiste, complété par un 80% d'hygiéniste dentaire. La contribution de l'Etat s'élève à 692'000 francs en 2025 et 799'000 francs en 2026, complétés par des dons privés pour un budget global annuel qui avoisinera l'an prochain 1,4 million. De quoi espérer élever le rythme de croisière. Si 2025 reste une année de transition, les objectifs

pour 2026 s'élèvent à environ 2800 consultations qui bénéficieraient à quelque 400 à 420 personnes.

Miser sur la médecine dentaire sociale

Suffisant? «C'est difficile à dire, mais à ce jour il y a peu de publicité faite et malgré tout pas mal de demandes et d'attente», répond prudemment Paula Moreno. Une analyse réalisée pour les besoins internes par une équipe de l'IREG (Institut de recherche appliquée en économie et gestion), de la HETS (Haute école de travail social) et de l'Unige estime qu'environ 7000 individus en situation de précarité, non couverts par des aides étatiques, renonceraient à des soins dentaires à Genève. Bien plus que la capacité actuelle du service de la Croix-Rouge. Pourrait-il se développer? Trop tôt pour le dire, alors que la structure interne vient tout juste de changer. Quant aux financements, ils ne sont acquis que jusqu'à fin 2026.

L'initiative socialiste agirait-elle de manière complémentaire, ou représente-t-elle une manne d'argent qui pourrait être investie plus directement? La Croix-Rouge genevoise reste en retrait du débat politique. «Nous sommes en discussion constante et directe avec les autorités cantonales et sommes d'accord sur le fait que la santé dentaire est un problème. On peut et on devrait faire beaucoup plus pour l'accès à la prévention et aux soins. Les deux textes soumis au vote présentent un intérêt, mais il n'est pas satisfaisant de ne pas pouvoir en apprécier l'efficacité. Des scénarios solides manquent sur les effets attendus sur le renoncement et sur le rapport coûts-bénéfices. Une chose ne fait aucun doute: le coût des soins constitue un obstacle majeur et ne rien faire maintiendrait un niveau de renoncement déjà très élevé», rappelle la directrice de la Croix-Rouge genevoise, Stéphanie Lambert. Il faut souligner qu'une partie du public cible de la Croix-Rouge, sans-papiers, ne bénéficierait pas de la mesure proposée par l'initiative, qui concerne uniquement les personnes au bénéfice d'un subside, donc déclarées.

D'où l'importance d'un travail en réseau sur la médecine dentaire sociale, qui s'est développé ces dernières années à Genève. Il doit permettre de mieux identifier les failles mais aussi de réfléchir à l'échelle

de l'ensemble de la filière sur une meilleure accessibilité. «Quel que soit le résultat de la votation, le type de prestations offert ici par la Croix-Rouge sera toujours nécessaire, notamment lorsqu'il s'agit d'engager plusieurs milliers de francs dans un soin. Que le dispositif soit pérennisé ici ou ailleurs, l'essentiel est que les personnes en souffrance soient aidées. La Croix-Rouge s'inscrit là où il y a des lacunes», conclut sa directrice.

COMMENTAIRE

Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras

A l'évocation de l'initiative socialiste sur les soins dentaires, la retenue d'une partie des professionnel·les fait naître un sentiment d'inabouti. Si la nécessité de faire de l'accès à la santé bucco-dentaire une priorité est évidente, les moyens d'y parvenir sont sujets à discussion.

L'initiative soumise au vote par la gauche a les inconvénients de ses avantages. En misant sur un dispositif administratif existant pour identifier les bénéficiaires – l'octroi des subsides d'assurance-maladie –, elle n'alourdit guère la machine étatique; elle ne permet pas non plus de réparer les trous qui existent actuellement dans le filet, notamment pour les personnes sans statut légal. En misant sur la prévention et la prophylaxie, elle fait le vœu, quelque peu pieu, que le dépistage désamorce une grande partie de soins plus conséquents et coûteux. Sur le terrain, on travaille déjà en ce sens tout en constatant combien faire changer les habitudes en matière de santé bucco-dentaire est un chemin laborieux.

Alors bien sûr, la somme de 40 à 45 millions esquissée pour financer l'initiative fait miroiter l'émergence de dizaines de cabinets à l'image de celui que nous avons visité à la Croix-Rouge genevoise. Une aide plus directe peut-être, sûre de toucher les personnes qui en ont le plus besoin et apte à financer des soins complexes. La droite s'est opportunément saisie de cette promesse latente pour saper l'initiative et lui préférer un contre-projet. Mais ce dernier se contente de grands principes généraux et ne définit aucune mesure concrète.

Faire confiance à la droite, majoritaire au parlement et à la tête du département de la Santé, pour investir dans une solution qui bénéficie davantage aux moins aisé·es, le tout sur fond de corset budgétaire, relève du mirage. Il faut se méfier des amitiés intéressées, qui disparaîtront sitôt le calendrier politique dépassé. **MJT**

NOTES

DOSSIER COMPLET



Votations genevoises du 30 novembre 2025

JEUDI 6 NOVEMBRE 2025

Les Genevois·es se prononcent sur l'initiative «Pour des soins dentaires accessibles à toute la population » et le contre-projet du Conseil d'Etat. La votation sur la modification de la loi...

RÉGIONS GENÈVE MAUDE JAQUET SANTÉ BUCCO-DENTAIRE PRÉCARITÉ À GENÈVE
SOINS DENTAIRE

AUTOUR DE L'ARTICLE

**GENÈVE**

Traiter le mal de dents à la racine

DIMANCHE 9 NOVEMBRE 2025 MAUDE JAQUET

Genève votera le 30 novembre sur une initiative soutenant l'accès aux soins dentaires pour toutes et tous. Elle permettrait notamment d'accorder des bons de 300 francs pour des contrôles annuels.

**GENÈVE**

Quelles aides pour les dents?

JEUDI 10 AVRIL 2025 MARIA PINEIRO

Le Grand Conseil a voté un contre-projet à l'initiative socialiste «Pour des soins dentaires accessibles à toute la population». Le peuple tranchera.



GENÈVE

Le PS mise sur la prévention dentaire

LUNDI 7 NOVEMBRE 2022 MARIA PINEIRO

Les socialistes genevois·es lancent une initiative afin que la classe moyenne inférieure puisse bénéficier d'un bon annuel pour aller chez le dentiste.

A lire également



GENÈVE

Le budget sera pour le moins discuté

LUNDI 17 NOVEMBRE 2025 MAUDE JAQUET



GENÈVE

Tattes: statut et assurances sociales exigés

LUNDI 17 NOVEMBRE 2025 MARIA PINEIRO



GENÈVE

Le projet de loi sur le climat enterré en commission

LUNDI 17 NOVEMBRE 2025 ATS

GENÈVE

Faire entendre la culture palestinienne

DIMANCHE 16 NOVEMBRE 2025

CÉCILE DALLA TORRE

QUI SOMMES-NOUS?

Association éditrice

Équipe

Chartes

Soutenir Le Courier

Contacts

Politique de cookies (UE)

PUBLICITÉ / PARTENARIATS

Tarifs publicitaires

Partenariats

Naissances et Mortuaires

Formulaire Memento

BOUTIQUE

Don / Souscription

ABONNEMENTS

[Abonnements](#)

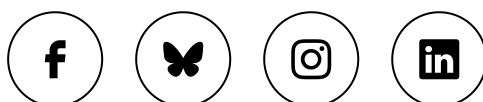
[Bon cadeau](#)

[Conditions générales de vente](#)

[Réductions de la Carte Côté Courrier](#)

[Application](#)

Suivez-nous



Créé par Onepixel & Wonderweb & EPIC